

Note Politique

POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ÉQUITABLE : LE PARTENARIAT JETP AU SÉNÉGAL.

- Explications, défis et pistes d'actions -

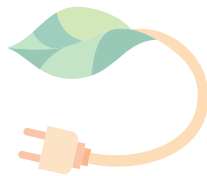


Renewable Energy Concept © pixabay

Note contributive rédigée par **Mahamadi GABA**
Sous la direction de **Fatma Sylla Touré**,
Coordinatrice Programme Ecologie

Aout 2023 | CC BY-NC 4.0

Le JETP – Qu'est-ce que c'est ?



Depuis le sommet du G7 en Allemagne du 26 au 28 juin 2022, le Sénégal mène des négociations officielles en vue de conclure un Partenariat de Transition Énergétique Juste (en anglais : JETP) avec le Groupe des Partenaires Internationaux (GPI), composé de l'Allemagne, de la France, des États-Unis, du Royaume-Uni, du Canada et de l'Union Européenne. Après de longs mois de négociation, un accord a enfin été annoncé le 22 juin 2023, lors du Sommet pour un Nouveau Pacte Financier Mondial qui se déroulait à Paris. L'accord prévoit une promesse de financement à hauteur de 2,5 milliards d'euro sur une période initiale de 3 à 5 ans.

Fondamentalement, le JETP est un mécanisme financier innovant et adaptable en fonction du contexte de chaque pays et vise à soutenir les pays en développement dans leur transition vers un système énergétique durable et équitable. Cela se fait en mobilisant des ressources financières, une expertise technique et une collaboration partenariale pour répondre aux besoins et aux défis de chaque pays. Le JETP permet aux pays en développement de transformer leur infrastructure énergétique, de promouvoir les énergies renouvelables, de mettre en œuvre des mesures d'efficacité énergétique afin de favoriser le développement socio-économique.

Dans le cas de l'Afrique du Sud, premier pays africain à avoir bénéficié de ce partenariat qui lui permettra, par exemple, de bénéficier d'un financement de 8,5 milliards de dollars américains pour mettre en œuvre des politiques et des projets visant à réduire sa dépendance vis-à-vis du charbon et à promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables.

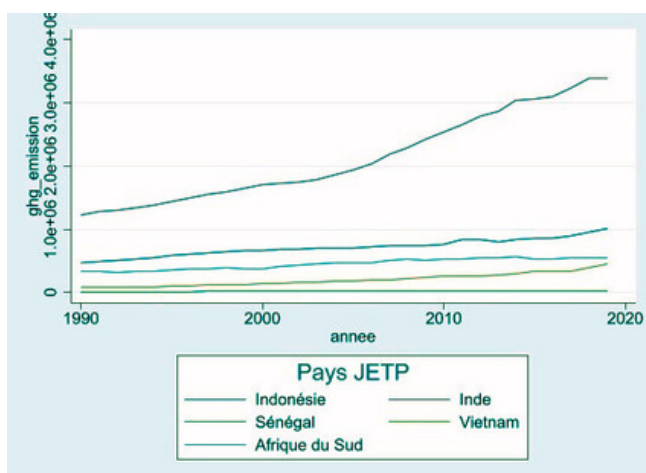
Pour le Sénégal, le JETP revêt une importance capitale car le pays s'efforce d'améliorer l'accès à l'énergie tout en réduisant son empreinte carbone. **En bénéficiant du JETP, le Sénégal va compter sur un soutien financier et technologique pour développer des infrastructures énergétiques propres et durables.** Cela contribuerait non seulement à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à lutter contre le changement climatique, mais aussi à créer des emplois et à stimuler la croissance économique de manière durable.



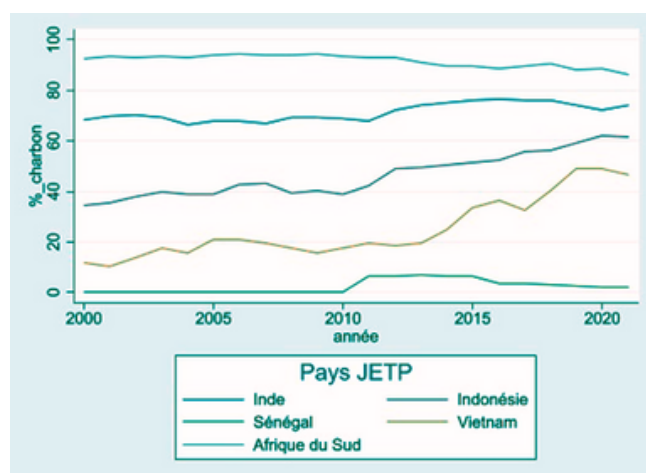
© COP26

Le développement énergétique actuel du Sénégal

Contrairement à d'autres pays ciblés par le G7 pour un JETP, tels que l'Afrique du Sud, l'Indonésie, le Vietnam ou l'Inde, le Sénégal n'est ni un important producteur ou consommateur de charbon, ni un grand pollueur (figure 1 et 2). En revanche, le pays fait face à une situation de pauvreté énergétique, où seulement 70% de la population a accès à l'électricité. Cette problématique est encore plus préoccupante dans les zones rurales, où 52% de la population n'a pas accès à l'électricité^[1]. C'est pourquoi l'un des objectifs clés du pays, selon son Plan Sénégal Emergent, est d'atteindre un accès universel à l'électricité d'ici 2025. Toutefois, malgré sa dépendance actuelle aux énergies fossiles lourdes (le pétrole par exemple) pour son approvisionnement en électricité, le Sénégal aspire à amorcer une transition énergétique vers les énergies renouvelables.



Source : Auteur, données du WDI de la BM



Source : Auteur, données du WDI de la BM

Car jusqu'à présent la majorité de l'offre énergétique au Sénégal provient des produits pétroliers avec 53,48% et la biomasse pour 35,27% (Sarr and Sall, 2022). Cette dominance des produits pétroliers est sur le point d'être révolue puisque le gouvernement sénégalais prévoit d'intégrer le gaz comme un élément essentiel de son mix énergétique. La récente découverte d'importants gisements de gaz en 2014 explique en grande partie cette nouvelle orientation du Sénégal vis-à-vis de sa politique énergétique. Après plusieurs reports, les exploitations effectives de ces gisements sont prévues pour fin 2023 ou début 2024.

[1] Banque Mondiale (2020). World Development Indicators. Dernière mise à jour le 01/03/2023





Electric Tower © Getty images

Selon la stratégie « Gas to power»^[2] élaboré en 2018, le gouvernement sénégalais prévoit de convertir des centrales thermiques actuelles en dual-fuel. De plus, le gouvernement considère l'exploitation du gaz comme une opportunité non seulement pour atteindre l'objectif d'accès universel à l'électricité, mais également de parvenir à industrialiser son économie comme stipulé dans l'objectif « gas to power ». Bien que la stratégie ait prévue la mise en place des infrastructures de réception et de transport du gaz naturel pour une utilisation locale d'ici 2023, cette réalisation n'a pas encore été concrétisée et, pour l'instant, le gaz qui sera produit est principalement destiné à l'exportation.

En signant le JETP lors du « Sommet pour un nouveau pacte financier mondial » à Paris, le Sénégal a également exprimé son intérêt d'accroître la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique. Actuellement, les énergies renouvelables représentent 30% de la production totale d'électricité au Sénégal, et l'objectif est de les porter à 40% d'ici 2030. Dans ce contexte, il est légitime de se demander^[3] dans quelle mesure l'opportunité de financement climatique offerte par le JETP pourrait soutenir la transition énergétique du Sénégal en alignant ses objectifs socio-économiques avec la promotion de sources d'énergies propres et durables.

[2] https://sunupetrole.com/wp-content/uploads/2020/09/note_synthetique_strategie_gas_to_power.pdf

[3] [Bureau Business France de Dakar](#)

LES CONTOURS DU JETP SENEGALAIS : Perspectives d'une réalité plus prometteuse vers les énergies propres

Dans un contexte de changement climatique qui donne lieu à une crise climatique avec des conséquences désastreuses qui n'épargnent aucun pays y compris le Sénégal et accentue la grande vulnérabilité des populations face aux effets du changement climatique, il devient plus qu'urgent de trouver des solutions durables parmi lesquelles figure en bonne place le basculement progressif vers les énergies propres ou renouvelables d'autant plus que le Sénégal détient de nombreux atouts à faire valoir dans ce sens. Ainsi ce nouveau partenariat pour une transition énergétique juste et équitable, vient renforcer le leadership du Sénégal dans la promotion des énergies renouvelables. Les 2,5 milliards d'euro de promesses de financement (soit environ 1 640 milliards de FCFA) devront donc permettre au pays d'atteindre ses ambitions énergétiques et engagements climatiques nationaux et internationaux. En effet, le JETP aidera le pays à s'aligner sur la trajectoire de limitation du réchauffement climatique à 1,5°C comme le stipule l'accord de Paris en promouvant le développement d'une stratégie globale résiliente aux changements climatiques pour le secteur de l'énergie, à laquelle sera adossé un plan d'investissement. L'accord soutiendra également le développement des énergies renouvelables et de toutes les infrastructures et technologies nécessaires au déploiement et à l'utilisation de l'énergie propre produite, y compris l'amélioration du stockage et la stabilisation du réseau électrique. Ceci devra donc permettre d'améliorer la part du renouvelable dans le mix énergétique à hauteur de 40% d'ici 2030 contre 30% actuellement et dépasser ainsi l'objectif initial de 35% à l'horizon 2035 cité plus haut.

Au-delà du soutien financier, le GPI mettra à la disposition du Sénégal une expertise pour développer une stratégie bas-carbone et renforcer la recherche et le transfert de technologie. Pour arriver à la mise en œuvre de ce partenariat, les mois à venir seront cruciaux pour l'effectivité de ce JETP et la mobilisation des ressources afin qu'il ne soit pas seulement un mécanisme de financement de plus mais toute une architecture organisationnelle visant la transition progressive vers les énergies renouvelables. Par ailleurs, les ambitions portées par le JETP semblent être cohérentes avec la vision de transition énergétique du Sénégal. En effet, pour le Sénégal, une transition énergétique juste et équitable constitue une transition qui tient compte des priorités et les réalités socio-économiques actuelles notamment en ce qui concerne les ressources naturelles disponibles pour le pays, réitéré par le président Macky Sall qui déclarait «... **Le partenariat pour une transition énergétique juste (JETP) que nous nouons ce jour avec nos partenaires permettra d'accompagner la dynamique sénégalaise démarrée depuis plusieurs années d'incorporation d'énergies renouvelables dans notre mix énergétique et de sécurisation de notre système énergétique grâce à toutes nos ressources naturelles** »

QUEL A ÉTÉ LE MÉCANISME DES NÉGOCIATIONS SUR LE JETP SÉNÉGALAIS ?

Les principaux points de discussions

Tout le long du processus, le mécanisme de négociation est resté flou car il n'y eu aucun communiqué officiel et ouvert sur le sujet. Les discussions se sont déroulées dans la plupart du temps entre les gouvernements des pays porteurs de l'initiative à savoir l'International Partners Group (GPI) à sa tête l'Allemagne et la France qui pilotent les discussions du JETP Sénégalais, d'une part, et d'autre part, l'Etat sénégalais avec les représentants des structures étatiques concernées (Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération, Ministère du Pétrole et des Energies, etc.). Outre les pays, le GPI inclue également les banques multilatérales de développement, les institutions financières et les agences de coopération bilatérales. Contrairement aux négociations sur les JETP de l'Afrique du Sud, de l'Inde, de l'Indonésie et du Vietnam qui ont tourné autour de l'abandon progressif des productions de charbon, les discussions sur le JETP sénégalais se sont focalisées essentiellement sur la prise en compte ou non du gaz dans le partenariat.

Le pays s'apprête à devenir un important producteur d'hydrocarbure et avait besoin de ressources financières supplémentaires pour lancer les phases d'élargissement de ses projets gaziers. Cependant, le rôle du gaz dans ce partenariat et les technologies utilisées pour son extraction (y compris l'utilisation des techniques de torchage) a suscité de vives controverses et est contesté par des pays tels que l'Allemagne et la France. Cela pourrait expliquer en grande partie le temps pris avant d'arriver à l'annonce de ce partenariat.

Enfin, le montant du financement, les modalités d'octroi et la durée du partenariat semblent également occupés une place prépondérante dans les discussions. Si l'Afrique du Sud a obtenu une promesse de financement à hauteur de 8,5 milliards de dollars, et l'Indonésie à hauteur de 20 milliards de dollars et le Vietnam une promesse de 15,5 milliards de dollars, le JETP Sénégalais aspirait également à un financement ambitieux pouvant accélérer la transition vers les énergies renouvelables basée sur un partenariat de long terme. Le faible montant du JETP sénégalais (2,7 milliards de dollars sur une période initiale de 3 à 5 ans) comparés aux autres déjà signés pourrait également s'expliquer par sa faible contribution à l'émission des gaz à effet de serre avec un système énergétique qui requiert moins d'investissement pour arriver à une décarbonisation que ceux des autres pays émergents grands émetteurs de gaz à effet de serre et dont les systèmes énergétiques sont essentiellement basés sur le charbon. Toutefois, le Sénégal pourra prétendre à des financements supplémentaires pour l'atteinte de ces objectifs énergétiques et climatiques.

Comment la population, en particulier dans les localités rurales, peut-elle bénéficier du JETP?

Les avantages du JETP pour les populations locales et rurales constitueront également un des éléments clés garantissant le succès de ce partenariat. Dans un pays où le taux d'accès à l'électricité en milieu rural est seulement de 47,4% (*Banque Mondiale, 2020*), il est clair que l'électrification rurale devrait être au cœur des priorités. Ainsi, pour faire profiter les populations locales de ce partenariat, le JETP devrait permettre de financer des projets ou solutions (hors réseau) à travers les centrales solaires, éoliennes ou biogaz pour électrifier les villages non encore raccordés au réseau local et national ou étendre les réseaux déjà existants (sur réseau). Ceci répondra parfaitement au concept de justice dans ce partenariat car contribuera à la réduction de la pauvreté énergétique, permettra aux populations d'entreprendre des activités génératrices de revenu et d'améliorer leur condition de vie.

Aussi, le pays doit œuvrer à faire profiter les populations des retombées économiques de ce partenariat grâce aux mécanismes de distribution équitables des revenus. Pour qu'il soit juste et bénéfique pour les populations, le partenariat devrait privilégier « le contenu local » en créant des emplois pour la gestion des investissements mais également à accorder une place importante au transfert de connaissances et des opportunités d'apprentissage dans le secteur des énergies renouvelables afin d'assurer la durabilité de l'initiative, même après la fin de la durée de financement du JETP. Le transfert de connaissances pourra se faire grâce à la mise en place d'une usine de fabrication des composants nécessaires à la technologie d'énergie solaire, d'énergie éolienne, de biogaz etc.



Ceci permettra de stimuler l'adoption vers les énergies renouvelables et en même temps de développer l'industrie locale et réduire les coûts de transports des équipements d'énergies renouvelables dans le pays.



Comment les sénégalais perçoivent-ils ce JETP?

Le concept du partenariat pour la transition énergétique juste est encore relativement nouveau et peu compris au Sénégal. Il y a un manque de connaissances et d'informations disponibles sur le JETP sénégalais car l'Etat n'a fait aucune communication officielle sur l'avancée des négociations. Par conséquent, il est difficile de connaître l'opinion ou la perception de la population sur cette thématique. La société civile, qui devrait s'approprier cette question, n'a pas encore organisé de consultations ou d'ateliers spécifiques sur le JETP. Toutefois, lors des ateliers organisés par Enda Energie et Natural Resource Governance Institute (NRGI), des discussions ont porté sur le JETP Sénégalais.

En outre, le Sénégal travaille actuellement sur sa stratégie de développement à long terme à faible émission de carbone, auxquelles les acteurs non étatiques sont invités à participer aux discussions. Selon le Climate Action Tracker (CAT, 2022) qui a conduit un sondage sur la transition énergétique au Sénégal, révèle que le public soutient dans une certaine mesure la réduction des émissions, mais que la connaissance générale sur les questions liées au climat est faible. Si on s'en tient à ça, un partenariat visant à octroyer des ressources additionnelles au pays afin de réussir de façon progressive sa transition vers les énergies renouvelables, qui tient compte des besoins et réalités du pays, serait positivement accueilli par la population.

[4] https://climateactiontracker.org/documents/1073/2022_08_CAT_Governance_Report_Senegal-FR.pdf

Comment rendre la procédure de négociation du JETP transparente en impliquant les parties prenantes ?

Le processus de transparence autour des négociations constitue également un des enjeux fondamentaux pour la réussite de ce JETP. Connu comme étant, une discussion de haut rang, les discussions sur les initiatives de JETP se passent généralement dans un cercle très fermé et peu d'informations filtrent. Ainsi, au Sénégal, lors des premières phases de discussions ayant débouchées sur cet accord, seuls les services étatiques et les représentants des partenaires ont été impliqués. Cependant, pour rendre ce processus transparent, les prochaines étapes annoncées telle que la mise en place d'un groupe de travail et l'élaboration d'un plan d'investissement devront être l'occasion d'intégrer les différents acteurs nationaux impliqués dans le secteur de l'énergie afin que les préoccupations de tous soient incluses dans le plan d'investissement qui sera assorti.

L'histoire récente des partenariats nous a montré que beaucoup de projets ont échoué parce que justement il n'y a pas eu assez d'implications des parties prenantes importantes concernées à savoir les acteurs du secteur, les communautés locales, les peuples indigènes, les organisations de la société civile, les femmes et les jeunes. Ainsi, la mise en place d'un cadre formel de consultation entre l'Etat sénégalais et les acteurs non étatiques constituera une étape décisive permettant de garantir la transparence sur le reste du processus des négociations autour du JETP et ainsi aspirer à un partenariat pour une transition énergétique juste et inclusive au Sénégal. Pour cela, l'identification des acteurs nationaux de la transition énergétique au Sénégal faite par Sarr et Sall (2022)^[5] qui comprend le gouvernement, le ministère de l'énergie et du pétrole, COS Petrogaz, Agence Nationale d'Energies Renouvelables (ANER), Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale (ASER), le secteur privé, la société civile, les structures étatiques déconcentrées auxquelles nous ajoutons les Universités et les Instituts de Recherches; devrait être le point de départ des acteurs qui pourront potentiellement conduire les prochaines étapes de discussions avec le gouvernement et les partenaires techniques et financiers dans la cadre d'une transition énergétique équitable au Sénégal.

[5] https://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20Iddri/Rapport/Ukama_SEN_v05.pdf

Quels sont les facteurs qui peuvent contribuer à la réussite de ce JETP sénégalais ?

Ils existent plusieurs facteurs qui peuvent contribuer à faire de ce JETP un partenariat gagnant pour les deux parties. Pour que ce JETP réussisse, il devrait :

1. considérer les priorités du pays en matière de développement économique notamment l'amélioration continue de l'accès à l'électricité à tous et à moindre coût;
2. mettre en place un mécanisme de communication pour assurer la transparence dans le processus. Aussi, il sera important d'expliquer clairement le plan de financement, les échéances, les partenaires financiers impliqués et les modalités de financement;
3. adopter un plan d'investissement qui doit privilégier les instruments de subvention et concessionnel afin d'éviter un endettement excessif du pays;
4. élaborer des projets destinés à connecter les localités (rurales) non encore électrifiées au réseau national ou local;
5. prendre des dispositions pour garantir le transfert des connaissances et développer le métier des énergies renouvelables. La mise en place d'un hub régional de formation, de la recherche & développement serait positivement accueilli;
6. poursuivre les efforts dans l'élaboration des documents de stratégies sur la transition énergétique du pays : La finalisation de la stratégie de développement à long terme à faible émission ainsi que la feuille de route pour une transition juste devra combler ce vide ;
7. garantir que le groupe de travail qui sera créé pour la mise en œuvre de ce JETP tient compte de tous les acteurs en fonction des différentes sensibilités ;

8. créer une entité chargée de gérer les fonds issus du JETP avec un plan d'investissement ambitieux dont les revenus pourront ensuite être investi dans de nouveaux projets d'énergies renouvelables ou d'adaptation au changement climatique ;
9. mettre en place un cadre de veille et de suivi des actions planifiées dans le cadre du partenariat, produire des rapports de façon régulière et rendre disponible les données pour les recherches sur le projet ;
10. développer les sources d'énergie modernes de cuisson pour réduire les coupes abusives d'arbres qui sont essentiels dans la séquestration des gaz à effet de serre; et
11. établir une taxonomie pour faire la nomenclature des activités durables dans le cadre de ce partenariat.



Références

- Banque Mondiale (2020). *World Development Indicators*. Dernière mise à jour le 01/03/2023.
- Bureau Business France de Dakar (2021). *Les énergies renouvelables au Sénégal*. Business France. Référence : [B2102409A](#).
- Climate Action Tracker (2022). *Climate Governance : Une évaluation de la capacité et de l'état de préparation du gouvernement à transformer le Sénégal en une société à zéro émission*. *Climate Analytics and New Climate Institute*.
- Extractive Industries Transparency Initiative-EITI (2021). *Voies vers la Transition Énergétique Sénégal*. Fiche d'information Novembre 202. www.eiti.org.
- Ministère du Pétrole et des Energies (2018). *Note synthétique : Stratégie « gas to power »*. *Le gaz naturel : instrument majeur pour l'atteinte de l'objectif d'électrification universelle à moindre coût !*
- République du Sénégal (2020). *Contribution Déterminée au Niveau National du Sénégal*. <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/CDNSenegal%20approuv%C3%A9e-pdf-.pdf>
- Sécou Sarr and Samba Fall (2022). *Just energy transitions and partnerships in Africa: a Senegal case study*, *Enda Energie*.

Fondation Heinrich Böll Sénégal | Villa N° 358 | Cité Djily Mbaye, Dakar-Sénégal
Tel: (00221) 33 825 66 06 | info@sn.boell.org

<https://sn.boell.org/>    

© Aout 2023 | CC BY-NC 4.0.

Design: @managersprod

